



**Jour  
J-20**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**11/12/2019**

---

Relations Côte d'Ivoire-Union européenne

**Ouattara et Jobst Von Kirchmann font le point**

Coopération

P2

**La Côte d'Ivoire et le Qatar renforcent leurs relations**

Célébration du 71<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme

P3

**Le gouvernement garantit les droits fondamentaux des citoyens**

Bonne gouvernance

P6

**N'Golo Coulibaly engage secteurs public, privé et société civile**

---

Amélioration de l'efficacité de l'action gouvernementale

P7

**Moussa Sanogo prend d'importantes mesures**

Relations Côte d'Ivoire-Union européenne

# Ouattara et Jobst Von Kirchmann font le point

Le Chef de l'État s'est entretenu avec l'ambassadeur de l'Union européenne, hier au Palais de la Présidence au Plateau.

Le Président Alassane Ouattara et l'ambassadeur de l'Union européenne, Jobst Von Kirchmann, ont échangé, hier, sur les perspectives d'avenir entre la Côte d'Ivoire et l'institution européenne. «Il s'est agi de voir dans quelle mesure, dans les années à venir, nous comptons travailler sur le plan politique et des échanges commerciaux», a déclaré le diplomate après l'audience.

Il a indiqué, en outre, que son hôte et lui ont fait le point sur les relations entre l'État de Côte d'Ivoire et l'Ue. «Je suis en Côte d'Ivoire depuis un an. Notre rencontre de ce mardi avec le Président Alassane Ouattara a été l'occasion de faire le bilan de la coopération depuis mon arrivée », a souligné le représentant diplomatique.

«Les relations très bonnes. Nous avons évolué dans un sens positif», a-t-il ajouté. Précisant «qu'on a pu en faire le constat, au cours du dialogue politique que nous avons eu, lundi, en présence de plusieurs membres du gouvernement et des ambassadeurs de différents pays de l'Union européenne».



L'Ue a promis son soutien pour la réussite du processus électoral en Côte d'Ivoire. (PHOTO : PRÉSIDENTE)

A propos du «dialogue politique» évoqué par l'ambassadeur de l'Ue, il s'est agi de la deuxième session de cette rencontre entre la Côte d'Ivoire et l'Ue, au titre de l'année en cours. Elle s'est

déroulée au ministère des Affaires étrangères, à Abidjan-Plateau. L'ouverture officielle a été présidée par le ministre Ally Coulibaly, en charge du portefeuille de l'Intégration africaine et des

Ivoiriens de l'extérieur, représentant son homologue Marcel Amon-Tanoh. Les préoccupations ont porté sur les élections en 2020, la sécurité, l'agriculture, l'environnement et divers autres

secteurs. Concernant les élections, Ally Coulibaly a assuré les diplomates de l'Union européenne de la volonté du gouvernement de mettre tout en œuvre pour que les

différents scrutins se fassent en toute confiance et dans l'impartialité totale.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Vagondo Diomandé, a, pour sa part, rassuré les diplomates européens quant à l'état de l'indice sécuritaire en Côte d'Ivoire. «La sécurité est au beau fixe. L'indice s'est considérablement amélioré », a-t-il affirmé.

«Nous allons étroitement collaborer pour la réussite des élections», a déclaré Jobst Von Kirchmann. Les représentants diplomatiques de l'Ue se sont réjouis du fait que l'Office national de l'état civil et de l'identification (Oneci) ait annoncé le lancement officiel du Registre national des personnes physiques et l'enrôlement pour la nouvelle carte nationale d'identité à partir du 11 décembre.

Les deux partis ont pris rendez-vous en 2020 pour la troisième session du dialogue politique entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne.

L'Union européenne a promis son soutien pour la réussite du processus électoral en Côte d'Ivoire ■

MARCEL APENA

## Coopération parlementaire

# Des députés finlandais à l'Hémicycle en mars 2020

L'Assemblée nationale accueillera dans quelques mois une délégation de parlementaires étrangers pour un partage d'expériences.

L'annonce a été faite, hier, à la salle des «Pas perdus» de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, par Son Excellence Seija Toro Prie, ambassadrice de la République de Finlande en Côte d'Ivoire. Début mars 2020, indique-t-elle, «une dizaine de députés membres de la Commission des finances et du budget de mon pays effectuera une visite à l'hémicycle de Côte d'Ivoire». Après une audience à elle accordée par le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, la diplomate a annoncé que l'objectif de cette visite est de renforcer les relations commerciales et diplomatiques entre les deux pays. Selon Seija Toto Prie, la Finlande voudrait intensifier ses échanges avec la Côte d'Ivoire et rece-



Le président de l'Assemblée nationale Amadou Soumahoro (à droite) a accordé une audience à la diplomate finlandaise Seija Toro Prie (au centre).

voir des investisseurs ivoiriens. Parce que, pour elle, son pays peut beaucoup apporter à la Côte d'Ivoire, notamment en ce qui concerne la préservation de l'environnement et les changements climatiques.

«Nous figurons parmi les pays qui ont le plus de performances dans ce domaine et nous sommes prêts à les partager avec la Côte d'Ivoire et les autres pays d'Afrique», a souligné la diplomate. Les investisseurs ivoiriens pourraient développer plusieurs activités et augmenter leurs chiffres d'affaires dans ce pays. C'est pour cela que les membres de la commission parlementaire susmentionnée viennent s'imprégner du travail des députés ivoiriens. Les questions au menu de cette incursion seront, entre autres, la planification du budget, le Plan national de développement ■

HERVÉ ADOU

## Coopération

# La Côte d'Ivoire et le Qatar renforcent leurs relations

Le président du Sénat a reçu hier en audience, l'ambassadeur du Qatar à la permanence de son institution sise à la Riviera Attoban.

aller plus loin dans la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Qatar. C'est ce qui ressort de l'audience que le président de la Chambre haute du Parlement, Jeannot Ahoussou-Kouadio, a accordée, hier, à l'ambassadeur qatari, Jaber Jarallah Al Meri. « J'ai reçu la visite de l'ambassadeur du Qatar en Côte d'Ivoire pour échanger sur les possibilités de renforcer la coopération entre les Parlements ivoirien et qatari. Nous avons salué la parfaite entente entre le Président de la République, Alassane Ouattara et l'Emir du Qatar. Le Qatar est un grand pays producteur de gaz. Un pays qui a su mobiliser ses ressources et investir aujourd'hui dans le monde. Il est présent ici à travers l'étude de grands projets qui sont en cours comme la construction d'autoroutes, de l'université d'Abengourou », a-t-il fait savoir.

Jeannot Ahoussou-Kouadio s'est également félicité de l'invitation que lui a adressée le diplomate qatari à se rendre dans son pays. « Je salue la visite de l'ambassadeur du Qatar qui m'a invi-



Jeannot Ahoussou-Kouadio et Jaber Jarallah Al Meri, se sont félicités de l'entente entre leurs deux Présidents.

té, en tant que président du Sénat, à aller rendre visite au Parlement qatari en vue d'établir une coopération

de Parlement à Parlement pour appuyer l'action de l'exécutif, à travers tous ces accords qu'on signe sur le

développement économique de la Côte d'Ivoire », a-t-il informé.

Le président du Sénat, en retour, a dit aussi avoir invité Jaber Jarallah Al Meri à faire un tour à Yamoussoukro pour visiter le siège

de la Chambre haute du Parlement ivoirien. « A partir du 15 décembre, le bureau du président du Sénat et ceux de tous ses collaborateurs seront prêts », a-t-il rassuré. Avant de préciser que la permanence du Sénat restera tout de même ouverte pour recevoir les personnalités. Jeannot Ahoussou-Kouadio a déclaré que la venue de l'ambassadeur du Qatar sera l'occasion de visiter les locaux du Sénat, mais aussi de découvrir les potentialités de la Côte d'Ivoire.

Le diplomate du royaume du Qatar, à son tour, s'est réjoui de cette entrevue avec son hôte. Pour lui, son pays et la Côte d'Ivoire sont des États frères et amis. « Nous sommes venus pour renforcer les relations entre les deux pays. Comme vous le savez, l'émir du Qatar a visité la Côte d'Ivoire. Le Président de la République ivoirien s'est également rendu au Qatar. Ces deux visites ont été sanctionnées par 12 accords. Par ma présence ici, nous voulons booster ces accords car la Côte d'Ivoire est très importante pour le Qatar », a-t-il soutenu.

KANATÉ MAMADOU

## Diplomatie

# Israël salue l'excellence des relations avec la Côte d'Ivoire

La directrice générale adjointe, par ailleurs chef de la division Afrique du ministère des Affaires étrangères de l'État d'Israël, l'ambassadeur Eynat Schlein, est en visite en Côte d'Ivoire depuis le lundi 9 décembre. Avant son départ pour le Sénégal prévu ce mercredi 12 décembre, elle a donné une conférence au sein de l'ambassade d'Israël à Abidjan. Avec pour thème: «Les piliers de la politique africaine de l'État d'Israël».

L'ambassadeur Eynat Schlein a mis à profit cette tribune pour se prononcer sur l'état de la coopération entre la Côte d'Ivoire et son pays. «Nous avons de très bons rapports avec la Côte d'Ivoire», s'est-elle réjouie. Annonçant qu'en 2021, la Côte d'Ivoire et l'État hébreu souffleront «les soixante bougies de relations entre les deux pays amis et frères».



La cheffe de la division Afrique du ministère des Affaires étrangères de l'État d'Israël, l'ambassadeur Eynat Schlein, est en visite en Côte d'Ivoire.

Elle a aussi mis en exergue les domaines dans lesquels ils ont accentué leurs coopérations et leurs échanges. Il s'agit, entre autres, de la coopération sécuritaire, de la formation, notamment universitaire, du secteur agricole, a-t-elle souligné, donnant l'exemple d'une ferme construite à Yamoussoukro, «avec les nouvelles technologies» mises au point par Israël.

Dans tous les cas, concernant les échanges, «nous achetons à la Côte d'Ivoire plus que nous n'en vendons, et elle doit s'en réjouir», a-t-elle indiqué.

La responsable en chef de la division Afrique a salué la bonne santé de la coopération globale avec les pays africains. Elle n'a pas passé sous silence les péripéties qui ont jalonné les relations entre les pays africains et Israël, notamment après avec les guerres de 1966 et 1973

avec certains pays voisins. Elle est revenue sur les différents accords que l'État d'Israël a tissés avec ses voisins. «Nous avons toujours recherché la paix. Normal, puisque c'est un héritage biblique qui remonte à la nuit des temps. En 1979, nous avons signé un important accord avec l'Égypte, puis avec la Jordanie en 1994», a-t-elle affirmé. Pour autant, l'ambassadeur Eynat Schlein a rappelé que son pays n'a pas dormi sur ses lauriers, face aux nombreuses adversités et au terrorisme auxquels il fait face. «Nous faisons face au terrorisme depuis les années 1950. Nous avons mis en place des stratégies pour ne pas être surpris. Cette somme d'expériences, nous la partageons avec les pays amis et frères qui, hélas, aujourd'hui, sont confrontés à ce fléau», soutient la diplomate. ■

MARCEL APPENA

# Célébration du 71<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme Le gouvernement garantit les droits fondamentaux des citoyens

La Côte d'Ivoire a fait entendre sa voix, à travers la secrétaire d'État chargée des Droits de l'Homme, Aimée Zebeyoux.

Les jeunes défendent les droits de l'homme ». C'est le thème choisi, cette année, par l'Organisation des Nations unies pour la célébration du 71<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui a eu lieu hier. La veille, la secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme, Aimée Zebeyoux, a porté la voix du gouvernement ivoirien dans une déclaration à son cabinet. Elle a souligné que cette journée « est l'occasion solennelle de réaffirmer son actualité, sa pertinence et de plaider pour que chaque personne, où qu'elle se trouve, puisse jouir pleinement de ses droits fondamentaux ».

Selon Aimée Zebeyoux, ce thème « invite à reconnaître, d'une part, le travail et l'apport qualitatifs de la jeunesse qui représente plus de la moitié de la population mondiale et, d'autre part, à s'interroger sur la détermination des voies et moyens pour accompagner le mouvement de cette jeunesse ». Dans sa déclaration, la secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme a insisté sur un point : « Les États membres de l'Organisation des Nations unies sont conscients que les jeunes constituent une ressource humaine de première importance pour le développement, le progrès social et l'innovation technologique. Résolus, enthousiastes et imaginatifs, ils s'attaquent

aux problèmes les plus épineux de la société ». Elle dira que cette participation inestimable des jeunes est devenue plus qu'essentielle pour parvenir non seulement au développement durable pour tous, mais, mieux, pour assurer une meilleure promotion et défense des droits humains. Aimée Zebeyoux a également relevé que sous l'autorité du Président de la République, Alassane Ouattara et sous la conduite du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, chef du gouvernement, « la Côte d'Ivoire fournit de nombreux efforts pour traduire en actes ses engagements en matière de droits de l'homme tels que consacrés par la Constitution. Sur le plan normatif, il

s'agit, entre autres, du droit à l'éducation, à la santé, à la libre entreprise, au libre choix de son emploi, à des conditions de travail décentes et à une rémunération équitable ». Et de rappeler : « L'article 34 de la Constitution dispose, entre autres, que la jeunesse est protégée par l'État et les collectivités publiques contre toutes les formes d'exploitation et d'abandon ». Ce fut l'occasion pour la secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme de souligner qu'en plus du cadre normatif, des mesures concrètes prises pour améliorer la situation des jeunes sont perceptibles : « Au titre des droits à la libre entreprise, au libre choix de son



La secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme, a lu la déclaration du gouvernement ivoirien.

## Présidentielle de 2020

### Anne Ouloto rassure les ambassadeurs de l'Ua

Le Rhdp poursuit ses rencontres d'information et d'échanges avec le corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire. Après le groupe des ambassadeurs de l'Ue, puis, récemment, celui de la Cedeao, la direction exécutive du Rhdp a eu une séance de travail avec les ambassadeurs de l'Union africaine en Côte d'Ivoire, le mercredi 4 décembre, à la maison de la Cedeao à Cocody. En l'absence du directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, c'est la directrice exécutive adjointe en charge des Relations extérieures, la ministre Anne Désirée Ouloto, qui a présidé la rencontre avec, à ses côtés, des membres des instances du Rhdp, au nombre desquels l'ambassadeur Ali Touré. Dans son propos liminaire, Anne Ouloto a indiqué que le Rhdp travaille à « consolider son leadership politique national et à mettre en œuvre sa stratégie pour sa victoire à l'élection présidentielle prochaine. » Elle a traduit l'engagement du parti à maintenir le cap et à poursuivre, sous le leadership de son président, Alassane Ouattara, l'œuvre de construction de la Côte d'Ivoire qui vient de loin. Cela passe par la consolidation de la paix, la poursuite de l'embellie économique, « expression du deuxième miracle ivoirien ». Mais aussi et surtout, par l'exercice démocratique, avec l'échéance d'octobre 2020 qui voit déjà tournés vers la Côte d'Ivoire, les projecteurs et radars du monde entier. Anne Ouloto a affirmé que le Rhdp s'organise non pas seulement à Abidjan, mais aussi partout en Côte d'Ivoire, dans les districts, régions, départements, sous-préfectures, villages et hameaux, « pour gagner dès le premier tour l'élection présidentielle de 2020. Nous voulons gagner et nous le pouvons en toute transparence. Non pas parce que nous sommes le parti au pouvoir ou que nous sommes le parti le plus fort, mais parce que nous sommes le parti le plus crédible, le mieux structuré et le



La directrice exécutive adjointe en charge des Relations extérieures a échangé avec des diplomates africains. (PHOTOS : DR)

mieux organisé, avec la meilleure représentation nationale. Nous sommes le parti qui rassure les Ivoiriens par son discours apaisant. » Elle a souligné que la vision du Président Ouattara pour la Côte d'Ivoire est celle d'un pays où « il n'y a de place pour ceux qui veulent diviser par l'ethnie, la religion, la politique et le mensonge ». Le Rhdp, soutient le ministre, « veut une Côte d'Ivoire résolument au travail, qui croit en son avenir rayonnant ». Les diplomates ont salué cette initiative qui donne l'opportunité d'échanger sur des questions d'intérêt national et international et d'obtenir des informations de première main. Les diplo-

mates africains ont formulé des préoccupations auxquelles Anne Ouloto, sans faux-fuyant, a répondu. Les échanges ont porté sur le rôle majeur joué par la Côte d'Ivoire dans la sous-région et la pertinence de la vision du parti en matière d'intégration régionale. La question de la révision constitutionnelle envisagée a également été abordée. L'organisation de débats télévisés pendant la campagne électorale de la présidentielle de 2020, donc l'accès équitable aux médias d'État au cours de cette période, a aussi été soulevée par les ambassadeurs. Les deux parties ont également parlé des violences verbales et de la Cai ■

SAINT TRA BI

emploi, à des conditions de travail décentes et à une rémunération équitable, les efforts du gouvernement ont permis de créer, entre 2012 et 2016, plus de 2 millions d'emplois. Dans le cadre du Plan social du gouvernement (PsGov), ce sont près de 500 000 jeunes qui bénéficieront d'opportunités de stages, d'emplois, de financement de projets et de formations qualifiantes sur toute l'étendue du territoire national, à travers les dispositifs de l'Agence emploi jeunes, pour un montant de plus de 141 milliards de FCfa. Des Guichets emploi, représentation communale de l'Agence emploi jeunes, seront ouverts dans toutes les 201 communes du pays ».

A la veille de l'année électorale en Côte d'Ivoire, il a paru plus que judicieux à Aimée Zebeyoux de rappeler que les droits civils et politiques, tels que proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, « sont une réalité dans le corpus législatif national, notamment dans le Code électoral ». Elle a ensuite lancé cet appel : « Le gouvernement ivoirien invite alors l'ensemble des acteurs politiques, les populations et surtout les jeunes à veiller au strict respect des règles établies pour des élections libres, transparentes et apaisées ».

EMMANUEL KOUASSI

**DEPUIS 1972** **CARTE** **ET TOUJOURS**

*Michel Bostey* **LA CERTITUDE DE FAIRE PLAISIR**

*Offrir est une Tradition Vieille Comme le Monde*

Placée de Cedeao repose sur la Notion de Plaisir  
**PLAISIR D'OFFRIRE - PLAISIR DE RECEVOIR**  
la Carte *Michel Bostey* donne une Dimension  
Nouvelle et Contemporaine au **CADEAU**

**VOUS OFFREZ**  
**NOUS AJOUTONS LE PLAISIR DE CHOISIR**  
dans l'un des Magasins que nous avons  
Sélectionnés en Côte d'Ivoire et en France

**Documentation - Vente : SOREPCI Boutiques**

Ed. Girard d'Étang, à la hauteur de la Gare de Bassem | Av. Chardy - Nour Al Hoyal - Plateau  
TEL (225) 21.35.61.41 - 21.35.79.90 - Fax 21.35.37.74 | Tél: (225) 20 21 60 69

Bonne gouvernance

N'Golo Coulibaly engage secteurs public, privé et société civile

À l'instar des pays du monde entier, la Côte d'Ivoire a célébré, le 9 décembre, la Journée mondiale de lutte contre la corruption.

Le président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Habg), N'Golo Coulibaly, a engagé les représentants du secteur public ivoirien, du secteur privé et de la société civile à lutter fermement contre la corruption. Lors de la cérémonie commémorative de la Journée mondiale de lutte contre la corruption, à la Maison de l'entreprise au Plateau, le 9 décembre, il leur a fait signer une pétition sur une banderole portant le message « Unis contre la corruption ».

Selon le président de la Habg, la signature de cette banderole est un appel à la fédération de toutes les énergies autour d'un objectif commun, « celui de mettre fin à la corruption dans notre pays et de permettre ainsi à nos populations de bénéficier pleinement des politiques économiques et sociales



Le Président de la Habg a fait signer une pétition aux entreprises publiques, privées et à la société civile ivoirienne.

mises en œuvre par le gouvernement ». Qui, dans sa volonté de mettre fin à cette pratique, a ratifié la convention des Nations unies contre la corruption

en 2012 et mis également en place un cadre juridique et institutionnel spécifique à la lutte contre ce fléau et les infractions assimilées. Il a profité de l'occasion pour rappeler qu'en synergie avec les structures actives dans l'amélioration de la gouvernance, la Habg a d'abord privilégié les actions de prévention contre la corruption et les infractions assimilées, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Ce qui a permis la sensibilisation des populations à travers des campagnes dans les régions de Côte d'Ivoire ; la réception des déclarations de patrimoine des personnalités et agents publics, assujettis à cette obligation ; le renforcement progressif des capacités des institutions et administrations sur les exigences de bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ; la ré-

alisation d'études ciblées sur les secteurs exposés aux risques de corruption, afin d'élaborer et mettre en place des dispositifs de prévention et de dissuasion.

Toutes ces actions ont permis, précise-t-il, à la Côte d'Ivoire d'enregistrer des résultats reconnus par les organismes régionaux et internationaux d'évaluation de la gouvernance ces sept dernières années. « Sur la période 2012-2018, notre pays figure parmi les trois pays qui ont réalisé les meilleurs progrès selon l'Ong Transparency international, qui évalue le niveau de la corruption dans 180 pays au monde », salue-t-il. La Côte d'Ivoire est passée, poursuit-il, de la 136e place en 2013 à la 105e place en 2018, avec la perception de pays à risque de corruption modéré. ■

HERVÉ ADOU

**BERNABE COTE D'IVOIRE**

S.A. avec Conseil d'Administration au Capital de 1.856.000.000 F CFA  
Siège social : 99 et 175, Boulevard de Marseille Abidjan - Zone 3  
01 BP 1867 ABIDJAN 01 - RCCM CI-ABJ-1962-B-758 - CC n°0100758 E

**Bernabé**  
CÔTE D'IVOIRE  
Depuis 1953

**INFORMATION**

La Direction générale de BERNABE CI informe son aimable clientèle que tous les matériels déposés dans ses locaux depuis plus de 2 ans pour des entretiens et/ou réparations disposent d'un délai de 15 jours pour leur retrait, et ce, à compter du 09/12/2019.

Passé ce délai, la Direction avisera autrement ou prendra toutes les dispositions nécessaires aux fins d'obtenir par justice, l'autorisation de détruire ou de vendre tous les matériels déposés dans ses locaux.

La Direction

MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE  
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

N° \_\_\_\_\_/MPMBPE/DGD-2019

**COMMUNIQUÉ**

Le Directeur Général des Douanes informe le public qu'il sera procédé le **JEUDI 19 DECEMBRE 2019** à deux (02) ventes aux enchères publiques :

- Une vente aux enchères publiques de diverses marchandises à 10 heures au Dépôt 1 des Douanes d'Abidjan-Port ;
- Une vente spéciale de marchandises à 16 heures à la salle de conférence de la Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux.

Lesdites marchandises sont en dépôt des Douanes depuis plus de deux (02) mois, saisies ou abandonnées.

Les listes des marchandises peuvent être consultées au secrétariat de la Chambre de Commerce et d'Industrie (Abidjan-Plateau), à la Direction de la Communication, de la Qualité et du Partenariat avec le Secteur Privé des Douanes, au Bureau des Douanes d'Abidjan-Port, au Bureau de Suivi des Marchandises Sans Déclaration (Section des Ventes aux Enchères Publiques) et sur le site [www.douanes.ci](http://www.douanes.ci).

Par conséquent, le Directeur Général des Douanes invite les opérateurs économiques dont les marchandises sont en souffrance au Port d'Abidjan à prendre toutes dispositions utiles en vue d'accélérer leur dédouanement dans un délai de 48 heures avant la vente. La vente est ouverte à tous.

Le Directeur Général des Douanes

**Général DA Pierre A.**

Officier de l'Ordre National

Bonne gouvernance

N'Golo Coulibaly engage secteurs public, privé et société civile

À l'instar des pays du monde entier, la Côte d'Ivoire a célébré, le 9 décembre, la Journée mondiale de lutte contre la corruption.

Le président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Habg), N'Golo Coulibaly, a engagé les représentants du secteur public ivoirien, du secteur privé et de la société civile à lutter fermement contre la corruption. Lors de la cérémonie commémorative de la Journée mondiale de lutte contre la corruption, à la Maison de l'entreprise au Plateau, le 9 décembre, il leur a fait signer une pétition sur une banderole portant le message « Unis contre la corruption ».

Selon le président de la Habg, la signature de cette banderole est un appel à la fédération de toutes les énergies autour d'un objectif commun, « celui de mettre fin à la corruption dans notre pays et de permettre ainsi à nos populations de bénéficier pleinement des politiques économiques et sociales



Le Président de la Habg a fait signer une pétition aux entreprises publiques, privées et à la société civile ivoirienne.

mises en œuvre par le gouvernement ». Qui, dans sa volonté de mettre fin à cette pratique, a ratifié la convention des Nations unies contre la corruption

en 2012 et mis également en place un cadre juridique et institutionnel spécifique à la lutte contre ce fléau et les infractions assimilées. Il a profité de l'occasion pour rappeler qu'en synergie avec les structures actives dans l'amélioration de la gouvernance, la Habg a d'abord privilégié les actions de prévention contre la corruption et les infractions assimilées, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers.

Ce qui a permis la sensibilisation des populations à travers des campagnes dans les régions de Côte d'Ivoire ; la réception des déclarations de patrimoine des personnalités et agents publics, assujettis à cette obligation ; le renforcement progressif des capacités des institutions et administrations sur les exigences de bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ; la ré-

alisation d'études ciblées sur les secteurs exposés aux risques de corruption, afin d'élaborer et mettre en place des dispositifs de prévention et de dissuasion.

Toutes ces actions ont permis, précise-t-il, à la Côte d'Ivoire d'enregistrer des résultats reconnus par les organismes régionaux et internationaux d'évaluation de la gouvernance ces sept dernières années. « Sur la période 2012-2018, notre pays figure parmi les trois pays qui ont réalisé les meilleurs progrès selon l'Ong Transparency international, qui évalue le niveau de la corruption dans 180 pays au monde », salue-t-il. La Côte d'Ivoire est passée, poursuit-il, de la 136e place en 2013 à la 105e place en 2018, avec la perception de pays à risque de corruption modéré. ■

HERVÉ ADOU

**BERNABE COTE D'IVOIRE**  
 S.A. avec Conseil d'Administration au Capital de 1.856.000.000 F CFA  
 Siège social : 99 et 175, Boulevard de Marseille Abidjan - Zone 3  
 01 BP 1867 ABIDJAN 01 - RCCM CI-ABJ-1962-B-758 - CC n°0100758 E  
 Bernabé CÔTE D'IVOIRE Depuis 1953

**INFORMATION**

La Direction générale de BERNABE CI informe son aimable clientèle que tous les matériels déposés dans ses locaux depuis plus de 2 ans pour des entretiens et/ou réparations disposent d'un délai de 15 jours pour leur retrait, et ce, à compter du 09/12/2019.

Passé ce délai, la Direction avisera autrement ou prendra toutes les dispositions nécessaires aux fins d'obtenir par justice, l'autorisation de détruire ou de vendre tous les matériels déposés dans ses locaux.

La Direction

MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE  
 CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT  
 REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
 Union - Discipline - Travail  
 DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
 N° \_\_\_\_\_ /MPMBPE/DGD-2019

**COMMUNIQUÉ**

Le Directeur Général des Douanes informe le public qu'il sera procédé le **JEUDI 19 DÉCEMBRE 2019** à deux (02) ventes aux enchères publiques :

- Une vente aux enchères publiques de diverses marchandises à 10 heures au Dépôt 1 des Douanes d'Abidjan-Port ;
- Une vente spéciale de marchandises à 16 heures à la salle de conférence de la Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux.

Lesdites marchandises sont en dépôt des Douanes depuis plus de deux (02) mois, saisies ou abandonnées.

Les listes des marchandises peuvent être consultées au secrétariat de la Chambre de Commerce et d'Industrie (Abidjan-Plateau), à la Direction de la Communication, de la Qualité et du Partenariat avec le Secteur Privé des Douanes, au Bureau des Douanes d'Abidjan-Port, au Bureau de Suivi des Marchandises Sans Déclaration (Section des Ventes aux Enchères Publiques) et sur le site [www.douanes.ci](http://www.douanes.ci).

Par conséquent, le Directeur Général des Douanes invite les opérateurs économiques dont les marchandises sont en souffrance au Port d'Abidjan à prendre toutes dispositions utiles en vue d'accélérer leur dédouanement dans un délai de 48 heures avant la vente. La vente est ouverte à tous.

Le Directeur Général des Douanes

**Général DA Pierre A.**

Officier de l'Ordre National

## Amélioration de l'efficacité de l'action gouvernementale

# Moussa Sanogo prend d'importantes mesures

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, a visité la Direction des affaires administratives et financières, logée aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages de la cité financière, au Plateau.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de l'action gouvernementale, notamment en ce qui concerne son ministère qui joue un rôle transversal au niveau du fonctionnement de l'État, le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, a entrepris des actions de réhabilitation à la cité financière, au Plateau, où est logée la Direction des affaires administratives et financières (Daaf) de son ministère. Le rôle particulier de cette structure rattachée à son cabinet, contrairement à d'autres, nécessite des conditions de travail optimales.

Huit projets dont des travaux d'étanchéité des trois bâtiments et des terrasses de la cité financière ; la rénovation des bassins d'eau



Le ministre Moussa Sanogo s'est engagé à poursuivre les travaux d'amélioration des conditions de travail des agents. (PHOTOS:DR)

et des cascades ; la pose d'un nouveau groupe froid

pour la climatisation centrale de la Rotonde et la réhabili-

taison du restaurant du 13<sup>e</sup> étage du bâtiment B1ont

été déjà réalisés grâce à l'implication personnelle du ministre.

D'autres travaux sont en cours. Il s'agit notamment de la réhabilitation des armoires électriques, l'installation de logiciels de gestion de personnel et de stock ; ainsi que des travaux de désenfumage et de ventilation du sous-sol. Sont en projet, l'acquisition de six nouveaux ascenseurs pour la tour F, la rénovation des bâtiments, celle de la climatisation centrale, l'achat d'un troisième groupe électrogène et la mise en place d'un système de sécurisation des entrées. Pour marquer son passage à la Daaf, le ministre Moussa Sanogo a mis en service deux nouveaux groupes électrogènes de 850 Kva à la cité financière.

Donnant les raisons de ces travaux de rénovation,

Moussa Sanogo a indiqué qu'étant donné que tous les systèmes de travail sont automatisés, aujourd'hui, si une coupure d'électricité survenait sans qu'il y ait un système de récupération, les pertes engendrées seraient énormes. « C'est donc un mouvement important de réfection et de réhabilitation du cadre de travail que nous avons entamé et qui se poursuit avec ces groupes électrogènes », a-t-il déclaré.

Toutes ces actions devraient contribuer in fine à améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale. Parallèlement, pour prévenir des dommages et porter secours tant aux agents qu'aux usagers, une équipe de sapeurs-pompiers est désormais en place à la cité financière. ■

DAVID YA

## Prix de l'innovation des secteurs hydrocarbures et énergie

# Les dix finalistes connus

Le ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, a lancé le 16 septembre le prix de l'innovation des secteurs hydrocarbures et énergie. Du 16 septembre au 16 novembre, 400 candidats ont soumis leurs projets. Après un premier travail d'évaluation, 10 postulants, cinq au niveau des hydrocarbures et cinq au niveau de l'énergie ont été retenus.

Les dix finalistes retenus passeront dans quelques jours devant le jury pour une audition et deux lauréats (un en hydrocarbures et un en énergie) seront proclamés le 18 décembre pour être distingués. Chacun d'eux recevra un chèque de 10 millions FCfa et un accompagnement, conformément au règlement du prix.

Ont été retenus dans la catégorie Énergie: Tanoh Ghislain (projet: Cool Hub) Yéo Lognigüé (projet: Gestion intelligente des mouvements d'énergie); Koné Idrissa (projet: Multiprises Temporisées); Akaffou Jacques Delon (projet: Le générateur à source d'énergie renouvelable); Kouassi Kouamé Samuel (projet Smart Mixenergy). Dans la catégorie hydrocarbures, ont été sélectionnés pour la



Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, au lancement du prix, le 16 septembre.

finale, Dosso Ibrahim (projet: Uco Biocarburant); Assoumou Serge (projet: Fuel Tracker); Soro Katiénéfota (projet: Application Saman Station & Gaz); Kouadio Assan Lambert (projet: Flexifirelight cuisinière éco-énergétique); et N'Guessan Kombo Ekra (projet: Kubeko Biogaz).

Neuf des finalistes résident à Abidjan et un à Bingerville. La preuve qu'il existe au niveau national des talents prêts à s'affirmer.

Au lancement du concours, le 16 septembre, le ministre Abdourahmane Cissé a indiqué que le prix de l'innovation du ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, vise à encourager et soutenir l'innovation technologique, dans les secteurs de l'énergie et des hydrocarbures pour le bien-être des populations ivoiriennes. « Le MPEER souhaite, à travers ce prix, favoriser l'émergence des nouvelles générations de chercheurs ou

prodiges, en soutenant leurs projets et innovations, dans les secteurs hydrocarbures et énergie, en Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré.

Le prix fait la promotion des travaux et projets d'innovation technologique et scientifique et de service visant spécifiquement à: réduire le taux de carbone dans le mix énergétique; vulgariser l'accès à l'énergie pour tous; accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique; réduire le coût d'accès à l'énergie, au gaz ou aux produits pétroliers accroître les rendements d'exploitation des installations des secteurs hydrocarbures et de l'électricité; lutter contre les pollutions de l'air, de l'eau et du sol, et contre le réchauffement climatique, réhabiliter et réutiliser des sites pétroliers et énergétiques, dans le respect des normes sécuritaires et environnementales.

Peuvent faire acte de candidature, toute personne physique ivoirienne résidant en Côte d'Ivoire ou à l'étranger et toute personne morale détenue en majorité par des personnes physiques ivoiriennes, selon son règlement intérieur. ■

D. YA

## Convention mondiale du cajou

# Abidjan attend 2000 participants en février 2020

La capitale économique ivoirienne, Abidjan, s'apprête à accueillir un rendez-vous d'envergure internationale dans le deuxième mois de 2020. C'est Alex N'Guettia, vice-président de l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Aec-Ci), par ailleurs commissaire général de l'événement qui a donné l'information. Il s'agit de la 6<sup>e</sup> édition de la world cashew convention (convention mondiale du cajou). Ce sont 2000 participants venus du monde entier qui prendront part à cette rencontre qui aura lieu du 12 au 14 février 2020 à l'hôtel Radisson Blu, dans la zone aéroportuaire de Port-Bouët. Durant ces trois jours, ce sont également une cinquantaine d'entreprises qui exposeront leurs produits issus de leur savoir-faire, sans oublier les 25 experts, chercheurs et panélistes qui prendront aussi part aux travaux de cette 6<sup>e</sup> édition.

En collaboration avec le bureau de l'Aec-Ci, « cet important événement » sera conjointement organisé, selon le commissaire général, avec la 3<sup>e</sup> édition des Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte

d'Ivoire (Jnec-Ci). Placé sous le thème: « Quel écosystème durable pour le secteur mondial du cajou », ce rendez-vous, selon les organisateurs, sera une occasion « pour débattre des problématiques de la filière anacarde en Côte d'Ivoire et dans le monde ». Comme l'ont annoncé les organisateurs, les Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire devraient être marquées par la décision de construire une école primaire dans une zone de production de la noix de cajou en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial.

Au cours de ces dernières années, grâce aux importantes réformes dans la filière, la Côte d'Ivoire a vu sa récolte de noix de cajou doubler, passant de 380 000 (2013) à plus de 750 000 tonnes (2018), soit 22% de la production mondiale. Toutefois, la plupart de cette production est destinée à l'exportation. Seulement 6% sont transformés localement. Aujourd'hui, le gouvernement et ses partenaires travaillent à inverser cette tendance, en portant le taux de transformation à au moins 50% en 2020. ■

ANOH KOUAO

## Conférence des Parties (Cop 25) à Madrid

### Les ministres africains de l'Environnement pour plus d'engagement des pays développés

La Cop 24, qui s'est tenue à Katowice (Pologne) en décembre 2018, a achevé la plupart des tâches du programme de travail relevant de l'accord de Paris, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre de cet accord.

**A** l'occasion de la 25e Conférence des parties qui se tient à Madrid (Espagne) depuis le 2 décembre, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (Cmae), réunissant les ministres africains de l'Environnement, a tenu une réunion consultative le 8 décembre. Cette rencontre a eu pour objectif de permettre au Groupe de négociateurs pour l'Afrique (Agn) sur le changement climatique d'informer les ministres de l'état d'avancement des négociations. Ce fut également l'occasion pour ces négociateurs africains, comme le rapporte les services du ministère de l'Environnement et du Développement durable, de travailler avec les ministres afin de « parvenir à une compréhension et une position commune sur les questions clés des négociations et, partant, d'aider les ministres à dialoguer efficacement avec leurs homologues d'autres régions ». Ainsi, de nombreux points ont été évoqués. Ils portaient sur l'état des lieux des négociations de l'Accord de Paris de 2015. A ce niveau, les différents articles du traité ont été validés, sauf l'article 6 qui fait l'objet de désaccord. Cet article de l'accord de Paris traite du marché carbone des émissions de Gaz à effet de serre (Ges). Les Etats en développement



La Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (Cmae) a mobilisé plusieurs dirigeants.

proposent un prélèvement de 5% au lieu de 2% dans ce marché d'émission afin d'approvisionner le Fonds d'adaptation et « d'éviter le double comptage pour garantir l'intégrité environnementale ». Cependant, les pays développés résistent à cet article car cette « mention n'apparaît pas explicitement dans le traité », comme l'explique la note d'information transmise aux médias. La délégation ivoirienne était présente à cette rencontre organisée en prélude aux débats de haut niveau de la 25e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP 25- Ccnucc), qui ont eu lieu hier et qui prennent fin au

jour d'hui. Pour Barbara Greecy, présidente de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, « la position du

groupe africain demeure que le prélèvement sur les crédits carbone soit effectué et qu'il fasse

l'objet d'un partage équitable ». Elle soutient, de même, l'importance d'un mécanisme de suivi-évaluation qui devrait permettre de garantir l'intégrité environnementale. La Cop 24, tenue à Katowice (Pologne) en décembre 2018, a achevé la plupart des tâches du programme de travail relevant de l'accord de Paris, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre de cet accord. La Cop 25 devrait donc franchir les prochaines étapes cruciales du processus des Nations unies sur les changements climatiques et régler plusieurs questions relatives à la mise en œuvre complète de l'accord de Paris sur les changements climatiques.

Lors de cette rencontre, les ministres africains ont également été informés sur les initiatives africaines, notamment l'Initiative africaine pour l'adaptation (Iaa), l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (Iaer) les initiatives de la Commission climat pour le Bassin du Congo, la Commission climat des Etats insulaires et la Commission climat pour la région du Sahel dont la Côte d'Ivoire fait partie. Les négociateurs ont aussi abordé d'autres points qui ont porté sur les questions de transparence dans l'accord de Paris pour éviter le double comptage, le financement des projets et le fonds vert pour le climat.

ANOH KOUAO

## Young leadership Forum

### La première édition s'ouvre demain, à Abidjan

**P**our la première édition du Young leadership forum (Forum du leadership jeune (Ndlr) promu par le cabinet de recrutement panafricain Talent2Africa, c'est la Côte d'Ivoire qui est à l'honneur. Et l'événement se tient ce jeudi 12 décembre, à l'immeuble Ccia à Abidjan-Plateau (siège de la Banque africaine de développement Bad). Young leadership forum est un concours

d'innovation et de networking visant à promouvoir des projets innovants portés par des jeunes diplômés et jeunes startpers ivoiriens. Il veut favoriser l'émergence de l'open innovation pouvant déboucher sur des opportunités de carrière, à travers des programmes dédiés ou l'incubation de start-up par de grandes entreprises. Cette première édition a pour thème : «

La transformation digitale des secteurs économiques ivoiriens ». Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes y est attendu et l'on attend aussi 300 participants. Les secteurs socio-économiques privilégiés sont l'agro-industrie, l'énergie, l'environnement, les finances, la santé, le tourisme, les transports, l'urbanisation et les télécommunications. Talent2Africa, très

actif sur le continent en matière de promotion de l'emploi des jeunes, a choisi la Côte d'Ivoire pour plusieurs raisons. Le pays est considéré comme un hub du business et une plateforme d'investissement par de nombreux groupes panafricains et internationaux. Il constitue, à lui seul, une bonne partie des besoins en recrutement de jeunes talents dans la Cedeao.

FAUSTIN EHOUMAN

DU 1<sup>ER</sup> AU 31 DÉCEMBRE 2019

## LES PRIX EN FOLIE

175/65R14  
**25 000\***

TTC

185/65R14  
**27 000\***

TTC

185/65R15  
**30 000\***

TTC

195/65R15  
**32 000\***

TTC

**TOURISME / 4X4  
CAMIONETTE**



**CACOMIAF**

ET BEAUCOUP D'AUTRES DIMENSIONS ENCORE

**Montage Gratuit**  
Forfait équilibrage parallélisme : 10 000 FCFA NET TTC

\* A partir de, et dans la limite des stocks disponibles. Prix unitaire pour paiement comptant

# 21 75 78 87 / 21 75 78 88



## Mobilité à Abidjan Un constructeur suédois s'engage à livrer 450 autobus à la Sotra

La Société des transports abidjanais, engagée depuis 2017 dans le renforcement de son parc, a signé hier un accord commercial avec le constructeur suédois Scania.



Echange de parapheurs entre le directeur général de la Sotra, Méité Bouaké (à gauche) et son homologue de Scania, Frédéric Morsing.

La Société des transports abidjanais (Sotra) poursuit le renforcement de son parc automobile dans lequel elle s'est lancée depuis 2017. Hier, au cabinet du ministre des Transports, à l'immeuble Postel 2001 au Plateau, la société d'Etat a conclu un accord commercial avec le constructeur suédois pour la fabrication et la livraison de 450 autobus dont 50 articulés fonctionnant au gaz, au cours de l'année 2020. L'accord a été signé en présence

du ministre des Transports, Amadou Koné. Qui a rappelé l'objectif du gouvernement qui n'est autre que de faciliter la mobilité des personnes et des biens à Abidjan et ce, par une amélioration continue en quantité et en qualité des capacités de la Sotra. « Cette signature d'accord est l'aboutissement de discussions que nous avons depuis longtemps avec Scania qui nous a fait confiance et a décidé de contribuer à l'atteinte de notre objectif d'amélioration de la mobilité à Abidjan.

Nous en sommes très heureux », a déclaré le ministre Amadou Koné. Pour le directeur général de la Sotra, Méité Bouaké, le renforcement du parc de la Sotra est une nécessité aujourd'hui, dans la mesure où plus d'un quart des citadins ivoiriens vivent à Abidjan, une métropole avec un fort taux de croissance. Dans l'accord, il est également prévu l'aménagement et la construction de dépôts Sotra. A en croire son directeur général Frédéric Mor-

sing, le groupe Scania est également « très fier » de cet accord. « C'est un projet qui ne se limite pas seulement à la livraison des autobus, mais qui apportera des mesures d'accompagnement à la Sotra, avec un service après-vente de qualité, des formations, la fourniture d'équipements, l'aménagement de deux dépôts Sotra existants, la construction d'un nouveau dépôt. C'est un très beau projet à la fois pour le groupe Scania et la Côte d'Ivoire et nous en sommes très fiers », a-t-il déclaré.

La Sotra a entamé en 2017 le renforcement de son parc auto par un accord avec le constructeur indien Tata, qui a abouti à la livraison de 500 autobus flamboyants neufs. En 2018 et 2019, c'est avec le constructeur italien Iveco que l'entreprise d'Etat s'est alliée cette fois pour 1000 engins. Avec ce nouveau partenariat scellé avec Scania dont l'accord de financement sera signé d'ici peu, la Sotra aura en 2020 un parc automobile bien fourni avec 2000 véhicules, ce qui permettra à la société de bien jouer son rôle de transport des Abidjanais.

FAUSTIN EHOUMAN

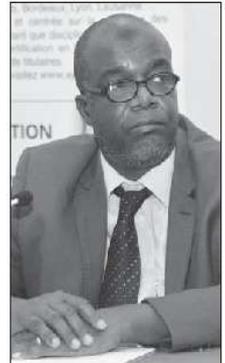
## Fournitures de services financiers L'Observatoire prépare la mise en service du comparateur

L'Observatoire de la qualité des services financiers mettra en service, prochainement, un comparateur des conditions des Fournisseurs de services financiers (Fsf). L'objectif de cette initiative est de contribuer au renforcement de l'offre de qualité de produits et services financiers de détail.

Créé par arrêté ministériel, le comparateur des conditions des Fsf est un site internet, assorti d'une version mobile, qui permettra d'améliorer la compréhension des consommateurs et du public, de promouvoir la transparence et la comparabilité, selon Moussa Mamadou, secrétaire exécutif de l'Oqsf-Ci.

Pour préparer la mise en service de cet outil innovant, l'Observatoire de la qualité des services financiers a organisé un atelier, à l'intention des fournisseurs de services financiers, le 28 novembre, à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, en vue de s'accorder sur les conditions et frais relatifs aux produits et services financiers couverts par le site comparateur.

L'atelier a permis de faire une présentation générale de l'arrêté ministériel relatif au comparateur, suivie de la définition des principaux termes et concepts utilisés. Les étapes importantes à suivre dans la mise en service du site comparateur, notamment les phases de l'identification des sources des données, de leur évaluation et de la prise



Moussa Mamadou, secrétaire exécutif de l'Observatoire de la qualité des services financiers.

de contact avec les points focaux des Fsf ont été expliqués aux participants.

Enfin, une session a été consacrée à la restitution des travaux de réflexion menés par les groupes sectoriels (banques, assurances, microfinances et Eme) sur le comparateur des conditions des Fsf.

A la fin de l'atelier, le Secrétaire exécutif de l'Oqsf-Ci a exprimé sa satisfaction et salué l'implication de toutes les parties prenantes dans le choix des modalités de fonctionnement du comparateur ; toute chose qui lui confère un caractère inclusif. Il a également recommandé l'engagement et l'implication des acteurs, surtout les Fsf, dans le processus d'opérationnalisation du site comparateur.

DAVID YA

## Régulation du secteur de l'électricité

### Des cadres africains se forment à Abidjan

Une vingtaine de cadres venus de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Niger, des Iles Maurice, du Congo Brazzaville et de la Mauritanie prennent part à la 4e édition de la formation au Brevet d'aptitude délivré par les grandes écoles (Bagde-Rde). La cérémonie officielle d'ouverture a eu lieu le 9 décembre au Plateau, au siège de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci). Ces auditeurs sont de la promotion 2019-2020. L'étape d'Abidjan, qui prend fin ce 13 décembre, s'inscrit dans le cadre de

cette formation qui va se poursuivre à Paris, dans la capitale française. Les auditeurs sont des juristes, des électrotechniciens, des universitaires, des communicateurs, des financiers, des ingénieurs, des régulateurs et un représentant de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Hippolyte Ebagnitchié, directeur général de l'Anaré, a félicité les apprenants pour cette initiative. Cette formation est organisée par l'Autorité nationale de régulation du secteur de l'électricité de Côte d'Ivoire (Anare-Ci) en partenariat avec l'Ecole



Cette session de formation est une opportunité d'échange d'expérience entre les cadres africains.

des mines Paris (France) et l'Organisation internationale de la francophonie (Oif). Pour une régulation efficace de l'électricité

dans un contexte de libéralisation, la Badge vise à permettre aux cadres africains intervenant dans le secteur de l'électricité,

de la régulation, de disposer de connaissances, de compétences et surtout d'aptitudes nécessaires à la conduite de leurs ac-

tivités professionnelles. Cette formation est une réponse aux besoins exprimés par des régulateurs du secteur de l'énergie en Afrique, des gestionnaires de réseau, et distributeurs d'énergie. Elle vise en priorité les cadres supérieurs des régulateurs du secteur qui devront faire face à la concurrence du marché de l'électricité. Selon les organisateurs, la formation sera appuyée par une soutenance validée par une série de soutenances en octobre 2020 en Algérie. La 3e promotion, quant à elle, avait soutenu au Luxembourg.

ANOH KOUAO

## Projet de loi de Finances 2020

# Le Sénat adopte le premier budget-programmes de la Côte d'Ivoire

Après trois jours d'échange avec les membres du gouvernement, le budget de l'État au titre de l'année 2020, d'un montant de 8.061 milliards F Cfa, a été approuvé par les sénateurs tard dans la nuit du 6 au 7 décembre.



Les Sénateurs de la Caef ont apporté un soutien massif au projet de loi de Finances 2020, présenté par le ministre Moussa Sanogo.

**M**ission accomplie pour le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo et ses collègues. La Commission des affaires économiques et financières (Caef) du Sénat a adopté, le 7 décembre à 4h30 du matin, le projet de loi de Finances portant budget de l'État pour l'année 2020,

après avoir analysé et voté les programmes et crédits de chaque ministère et Secrétariat d'État. Au-delà de son montant record (8.061 milliards F Cfa), de loin le plus important de l'espace Uemoa, le budget de l'État au titre de l'année 2020 revêt un double caractère historique. C'est la première loi de Finances que vote le Sénat d'une part, et elle marque le basculement de la Côte

d'Ivoire vers le Budget-programmes d'autre part. En outre, la loi de Finances 2020 consacre la volonté du gouvernement de renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques. La méthode de son adoption, à savoir le passage de chacun des ministres et secrétaires d'État devant les Commissions des Affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée natio-

nale, puis du Sénat pour expliquer leurs programmes et la pertinence des budgets qui leur sont alloués, lui confère un caractère beaucoup plus inclusif. On comprend dès lors la satisfaction exprimée par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, après le vote du budget général. «Je note avec satisfaction la convergence de vue entre

l'exécutif et le législatif sur les programmes qui lui ont été soumis, les dotations budgétaires prévus et les indicateurs pour apprécier la performance des différents ministères», a-t-il déclaré. Le projet de loi de Finances portant budget de l'État pour l'exercice 2020 s'équilibre en ressources et en charges à 8.061 milliards F Cfa. Il est structuré en 35 dotations et 149 programmes

budgétaires. « C'est un budget bâti pour permettre à la Côte d'Ivoire de poursuivre sa marche en avant et avoir suffisamment de ressources pour réaliser les investissements qu'il faut et apporter davantage d'appui à nos compatriotes les plus vulnérables », a mentionné le ministre Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

## ■ Tous les membres du gouvernement réussissent leur "grand oral"

**L**e projet de loi de finances 2020, qui inaugure le basculement de la Côte d'Ivoire en budget-programmes, a été adopté le 6 décembre 2019, à la majorité des 16 sénateurs membres de la Commission des affaires économiques et financières (Caef). Cet aboutissement heureux est le résultat de la présentation d'arguments pertinents par les émissaires

du Président Alassane Ouattara. En effet, 2020 est une année particulière en ce qu'elle sera marquée par l'amplification et l'intensification de la politique sociale du gouvernement. D'importantes sommes d'argent ont été budgétisées pour financer ce programme social, qui prend en compte notamment les secteurs de la santé, de l'eau potable, de l'électricité et de l'éducation. Mais

avant l'adoption du tout premier budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire par les tout-premiers sénateurs ivoiriens, ce sont 23 ministres qui se sont succédé pendant trois jours à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix de Yamoussoukro, pour se soumettre à la multitude de préoccupations des sénateurs. Pour revenir aux travaux, il convient de noter

que malgré l'ordre de passage interverti – en raison de la cérémonie d'hommage au père Fondateur à Yamoussoukro – les 13 ministères partageant la mission «Développement des infrastructures et équipements collectifs» ont présenté avec succès la substance de leurs programmes respectifs pendant 8h d'horloge. Suivi des missions «Production, développement industriel et commer-

cial» et «Environnement, cadre de vie et protection de la nature» composés de 9 ministères. Après l'adoption donc des budgets sectoriels des membres du gouvernement, il est revenu au ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, de soumettre dans son intégralité le projet de loi de finances de l'exercice 2020 à ladite

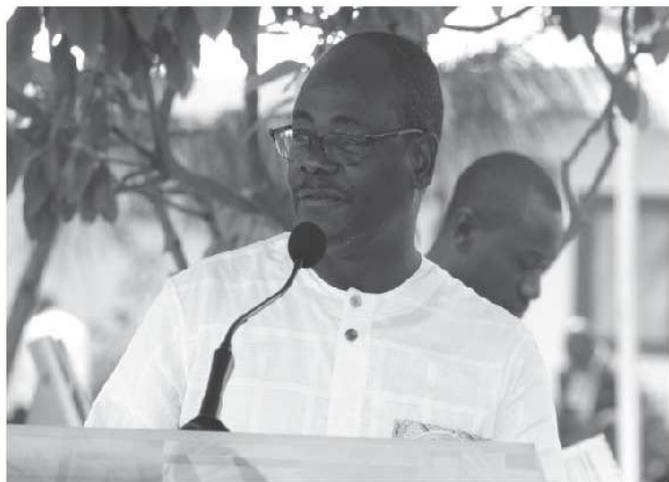
commission, en vue de son examen et de son adoption. Après l'exposé des motifs par le ministre Moussa Sanogo, les sénateurs qui ont été suffisamment instruits sur ce budget-programmes à l'issue des présentations des différents membres du gouvernement, ont donné leur quitus au projet de loi, par un vote à la majorité des membres de la Caef, soit 14 sur 16. ■

N'DRI CELESTIN

**LOGISTIQUE BATIMENTS SERVICES**  
**LBS** LOUE A TANDA  
**RESIDENCE TOUTE NEUVE AKM**  
 - APPARTEMENTS DE 03 PIECES  
 - VILLAS DE 02 PIECES ET 03 PIECES  
 - STUDIOS MEUBLES  
 - GRANDS STUDIOS  
 - MAGASINS AVEC DOUCHE  
 Confort-Propreté-Sécurité  
 TEL : 59 12 91 51 / 78 44 97 44  
 QUARTIER CHATEAU

**BAIL A CEDER GRAND MAGASIN**  
 Grand magasin de 74 m<sup>2</sup> avec des toilettes internes en très bon état sis au Nouveau Grand marché de Treichville en bordure de la rue 12  
**Idéal pour Agence bancaire, Assurance, Transfert d'argent et autres.**  
 CEL : 59 12 91 51

# Venance Konan : " Dieu est grand, mais Alassane Ouattara n'est pas petit ! "



Le Chef de l'État, hier, a honoré aussi Venance Konan en lui témoignant son amitié, en exprimant sa joie d'être là.

De l'imprimerie, la désormais imprimerie Alassane Ouattara, au lieu de la cérémonie, le Président de la République a

honoré le Grand Prix littéraire d'Afrique noire et Dg de Fraternité Matin. ■

BLEDSOON MATHIEU

## Le Dg « parle avec son cœur... »

Il n'a pas gros sur le cœur. Il a plutôt le cœur en paix, du moins, le cœur en bonne santé. Il le doit à un homme de cœur, le Président Alassane Ouattara. « Permettez-moi de vous parler avec mon cœur. Un cœur, Monsieur le Président, qu'à la vérité je vous dois et qui vous dit, de toutes ses forces retrouvées, merci ». En le disant, Venance Konan, directeur général de *Fraternité Matin*, a profité de la solennité de la célébration des 55 ans de l'entreprise qu'il dirige depuis 2011, pour traduire toute sa reconnaissance au Chef de l'État Alassane Ouattara. Doublement. En effet, le Président Ouattara, de par sa promptitude, a contribué à redonner vie à Venance Konan qu'il a nommé à la tête de *Fraternité Matin* au sortir de la crise post-électorale, quand il avait des soucis de santé, au niveau de son cœur. Alassane Ouattara est aussi celui qui a autorisé le gouvernement à être au chevet de *Fraternité Matin* qui était au bord du gouffre après la même crise post-électorale. « ...Qu'il me soit permis donc de vous traduire notre sincère gratitude pour avoir

continué et amplifié l'œuvre du Président Houphouët-Boigny, en rassemblant à nouveau la Côte d'Ivoire autour des valeurs phares de travail, de modération, et de fraternité dont notre journal se veut le porte-étendard... Merci pour la confiance que vous avez témoignée à l'endroit de ma modeste personne, en me portant à la tête de ce prestigieux groupe de presse national dont la notoriété a depuis dépassé les limites de notre pays et de notre continent », dit le directeur général de *Fraternité Matin*. Pour tous ces appuis qui ont redonné vie à un homme et à une entreprise, Venance Konan ne peut que dire et redire plusieurs fois : « Dieu est grand, mais Alassane n'est pas petit ». Au-delà de ces mots de reconnaissance, Venance Konan est un directeur général tout heureux et fier de la sortie du gouffre de son entreprise. Ce, grâce à l'appui inestimable du Président de la République Alassane Ouattara, du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, chef du gouvernement et par l'entremise du ministre de la Communication et des Mé-

dias Sidi Touré, qui a permis de financer le vaste plan de restructuration, mais aussi grâce au travail de ses collaborateurs qui ont consenti d'énormes sacrifices pour éviter l'écroulement de la maison fraternelle dont les sillons ont été tracés par tous les devanciers de Venance Konan à qui il a rendu hommage. Malgré le marché concurrentiel rude du secteur de la presse, renforcé par l'invasion des réseaux sociaux, le groupe *Fraternité Matin*, à en croire son directeur général, ne veut pas abandonner son ambition de devenir le plus grand journal d'Afrique. Pour y arriver, Venance Konan attend toujours le soutien de tous (État, partenaires et travailleurs). La charité bien ordonnée commençant par soi-même, Venance Konan et ses collaborateurs saisissent le prétexte de cet anniversaire pour mener une profonde réflexion sur l'entreprise, faire le bilan de son parcours et se donner les armes et moyens « pour affronter les défis de demain ». ■

GERMAINE BONI

Dans son adresse au Chef de l'État, il y avait un côté sentimental. Venance Konan qui cherchait à dire publiquement merci au Président de la République trouvait en cette cérémonie de lancement des festivités une occasion rêvée de traduire sa reconnaissance à celui qui l'a régulièrement honoré et qui lui a sauvé la vie. Venance Konan, cadre de Daoukro, n'a eu de véritable promotion qu'à l'arrivée d'Alassane Ouattara au sommet de l'État. Cela méritait un merci particulier. *Fraternité Matin*, l'entreprise qu'il dirige et au sein de laquelle sa plume trotte depuis 1987, n'a jamais eu autant de soutien public que sous Ouat-

tara. Cela méritait un merci très particulier. Mais l'homme Venance Konan doit plus encore au Président de la République. « Permettez-moi également de vous parler avec mon cœur. Un cœur, Monsieur le Président, qu'à la vérité je vous dois, et qui vous dit de toutes ses forces retrouvées, merci. » Cela méritait un merci appuyé. Le directeur général, très reconnaissant, s'est souvenu des moments difficiles, où sa vie tenait à peu et où le Chef de l'État a eu un geste salvateur : « Pardonnez-moi Monsieur le Président, si cela vous gêne que j'en parle publiquement. Il y a cinq ans, et l'année dernière, c'est-à-dire à deux reprises, j'ai eu des

problèmes de santé qui m'auraient emporté, si vous n'étiez pas intervenu promptement ». Des actes de cette nature, on ne les oublie pas. Et ce cœur guéri ne peut que libérer des mots bien pensés pour celui qui a éloigné les maux et pansé les plaies d'opération : « La première fois, lorsque je suis sorti de la salle d'opération et que j'ai été autorisé à utiliser un téléphone, j'ai envoyé un message à tous mes parents et amis qui se terminait ainsi : Dieu est grand, mais Alassane Ouattara n'est pas petit ! Monsieur le Président, *Fraternité Matin* aussi dit au monde entier : Dieu est grand, mais Alassane Ouattara n'est pas petit. Parce que *Fraternité Matin* était agonisant et vous l'avez ramené à la vie. »

## Le programme d'activité

- Lundi 9 décembre 2019**  
Cérémonie d'ouverture officielle  
Cérémonie de décoration  
Exposition photos  
Lieu : Fraternité Matin
- Don à la pouponnière d'Adjamé
- Mardi 10 décembre 2019**  
Journée « Portes ouvertes » aux institutions et annonceurs VIP  
Lieu : Fraternité Matin, Abidjan-Adjamé
- Mercredi 11 décembre 2019**  
Journée Portes ouvertes aux Entreprises et PME  
Lieu : Fraternité Matin, Abidjan-Adjamé
- Jeudi 12 décembre 2019**  
Journée « Portes

- ouvertes » au Grand public  
Lieu : Fraternité Matin, Abidjan-Adjamé
- Jeudi 19 décembre 2019**  
Forum Geppao  
Lieu : Cesec, Abidjan-Plateau
- Vendredi 20 décembre 2019**  
Forum Geppao  
Lieu : Cesec, Abidjan-Plateau  
Dîner+Awards  
Lieu : Sofitel Hôtel Ivoire, Abidjan-Cocody
- Samedi 21 décembre 2019**  
Concert géant  
Lieu : Stade de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Cocody

## Soumahoro Farikou remercie le Chef de l'État

Le maire d'Adjamé, commune qui abrite la Société nouvelle d'édition de presse de Côte d'Ivoire (Snpeci), Soumahoro Farikou, a salué le Président de la République pour les nombreuses actions menées non seulement pour le rayonnement de cette entreprise de presse mais aussi pour redorer l'image de la commune qui l'a accueillie depuis 1964. Selon lui, dès son arrivée à la tête de l'État, le Président Alassane Ouattara s'est lancé dans la vision du père fondateur de la nation, Félix Houphouët-Boigny, qui, en créant la maison de presse, avait pour ambition d'en faire une référence dans le monde de la presse africaine et mondiale. Il a, dans la continuité de l'action du premier Président de la Côte d'Ivoire, redoré l'image de ce quotidien en lui accordant son indépendance et en nommant à sa



tête un journaliste chevronné en la personne de Venance Konan. « Depuis, *Fraternité Matin* retrouve des couleurs », s'est-il réjoui. Selon Soumahoro Farikou, en homme éclairé, soucieux

du bien-être de ses concitoyens, Alassane Ouattara a, comme il l'a si bien fait pour *Fraternité Matin*, entamé d'immenses chantiers qui aujourd'hui changent la face de notre pays. Dans la réalis-

tion de ces chantiers, la commune d'Adjamé n'a pas été oubliée. Elle a une place de choix, car en plus des actions sociales initiées par le gouvernement, cette commune est marquée de manière indélébile des empreintes du Chef de l'État. A travers des infrastructures telles que le 4e pont et l'échangeur de l'Indénié qui viendra la désenclaver et aussi l'assainissement du fameux boulevard Nangui Abrogoua, grâce aux moyens mis à la disposition de sa municipalité par celui-ci. Soumahoro Farikou a profité de l'occasion pour émettre des vœux de succès dans toutes ses activités au quotidien *Fraternité Matin* et souhaité que les besoins de cette entreprise continuent d'être une priorité pour le gouvernement. ■

HERVÉ ADOU

Commission électorale indépendante

# La commission électorale départementale Abidjan 3 installée

L'institution en charge d'organiser les élections en Côte d'Ivoire procédera du 8 au 23 décembre à l'installation des 549 Commissions électorales locales sur l'ensemble du territoire national.

La mise en place des Commissions électorales locales (Cel) a commencé, hier, par l'installation de la Commission électorale départementale (Ced) Abidjan 3 couvrant les zones de Cocody, Plateau et Bingerville. Au cours de la cérémonie d'installation à Angré, sous la supervision du président de la Commission électorale indépendante (Cei), Ibrahim Kuibiert-Coulibaly, les commissaires présents ont procédé au vote des membres du bureau de ladite commission. Au terme du scrutin, Cissé Mamadou, représentant le Rhdp, a été élu à la présidence du bureau de la Ced. Kouamé Kouakou Denis de la Ligue des mouvements du progrès (Lmp) en a été le vice-président. Quant au secrétaire, il est assuré par Sédjéblé Germain Claude Olivier, le représentant du ministère en charge de l'Administration du



Le président de la Cei Koulibaly Kuibiert Ibrahim et les membres de la Commission électorale départementale Abidjan 3. (PHOTO : D. F)

territoire. A la fin de cette élection qui s'est déroulée dans la transparence, le premier responsable de l'institution en charge d'organiser les élections en Côte d'Ivoire a précisé que les trois personnalités qui viennent d'être élues suivront une formation sur les règles de

fonctionnement de la Cei, sur la feuille de route qui va établir les missions sur le terrain et le repérage des lieux de vote qui abritent les bureaux de vote. « A partir de la semaine prochaine, nous allons procéder à la formation des commissaires ainsi installés. Et cela se

fera sur toute l'étendue du territoire, du 8 au 23 décembre. Les équipes ont été déployées sur le terrain et tout se passe très bien », a-t-il ajouté. Ibrahim Kuibiert-Coulibaly, s'adressant aux membres des commissions électorales départementales ainsi qu'à l'ensemble des

agents de la Cei, a demandé l'implication de tous pour la réussite de leur mission, celle d'organiser des élections crédibles et consensuelles. « Faisons en sorte que notre mission soit expurgée de toutes les irrégularités, notamment celles qui sont voulues. Faisons donc en sorte qu'il n'y ait plus de fraude. Agissons conformément à la loi. Faisons en sorte que ceux qui nous ont envoyés, c'est-à-dire le peuple, soient satisfaits de nous. On ne nous demande pas de choisir, on nous dit d'être des arbitres justes », a-t-il invité. Le président de la Cei a regretté que des commissions soient prises à partie parce que des collaborateurs sur le terrain se prêtent au jeu de certains candidats. « C'est ce qu'il ne faut pas faire. Il faut rester droit dans ses bottes parce que vous avez l'onction de la nation dans l'exécution de votre mission.

Ne donnez pas l'occasion à des gens d'avoir raison. On n'a même pas encore commencé à poser des actes qu'on nous traite déjà de partisans. Faisons en sorte qu'ils n'aient pas raison. Faisons en sorte qu'au sortir de cette élection, les uns et les autres, dans leur majorité, à l'exception de ceux qui ne sont pas de bons perdants, disent qu'on a eu peur pour rien », a-t-il conseillé. Les Cel, rappelons-le, sont composées de 7 membres : 3 personnes proposées par les partis politiques ou groupements politiques au pouvoir, 3 autres désignées par les formations politiques ou groupements politiques de l'opposition et une personnalité proposée par le ministère en charge de l'Administration du territoire. Le bureau de chaque Cel est constitué d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire. ■

KANATÉ MAMADOU

## Coordination Rhdp

### Mariatou Koné galvanise "le commando" de Port-Bouët

La directrice exécutive adjointe du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), Mariatou Koné, a procédé le 8 décembre à l'investiture des coordonnateurs régionaux de Port-Bouët. Il s'agit précisément des ministres Siandou Fofana du Tourisme et d'Abdourahmane Cissé du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Ils ont été officiellement présentés au cours d'une cérémonie comme coordonnateurs régionaux dudit parti, au stade Sény Fofana de la commune. Ce fut l'occasion pour Mariatou Koné d'appeler les nombreux militants présents à cette assemblée, à la cohésion. Parce que pour elle, c'est dans l'union et l'entente que le parti pourra atteindre son objectif qui est celui du développement. « Nous devons taire nos querelles, mettre de côté nos frustrations, pour l'intérêt supérieur du parti, le Rhdp », a-t-elle rappelé, avant d'inviter les militants à soutenir les coordonnateurs régionaux dési-

gnés par la direction du parti. Ce, en vue de lui assurer la victoire au soir de l'élection présidentielle. « Au lieu d'être côte à côte, mettons-nous ensemble pour séduire les Ivoiriens et acquérir davantage leur sympathie. Mettons-nous ensemble pour obtenir les suffrages des Ivoiriens et poursuivre les nombreux chantiers de développement entrepris par le Président de la République Alassane Ouattara », a-t-elle insisté.

Au-delà des coordonnateurs de Port-Bouët, la directrice exécutive adjointe a invité les 3794 coordonnateurs du Rhdp répartis sur l'ensemble du territoire national à être de véritables meneurs et rassembleurs d'hommes, de femmes et de jeunes pour atteindre l'objectif du parti. « Vous devez être au-dessus des querelles de personnes. Vous devez aller vers nos militants qui, pour une raison ou une autre, ont pris leur distance vis-à-vis du parti et

les ramener dans la maison commune », a-t-elle conseillé. Outre les deux coordonnateurs régionaux de marque cités plus haut, cinq coordonnateurs régionaux associés ont également été investis autour du slogan : « 2020 c'est maintenant, Port-Bouët s'engage pour la victoire ». Ces coordonnateurs fraîchement investis ont pour missions d'animer le parti sur le plan régional à travers des actions de proximité, de battre le rappel des troupes,



Les coordonnateurs régionaux et associés ont été exhortés à prôner l'esprit de rassemblement.

de remobiliser les militants et de faire de Port-Bouët un bastion qui contribuera à accorder un nouveau mandat

au Rhdp, au soir de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020. ■

HERVÉ ADOU

## • Les Trois coordonnateurs de la région de Gbêkè investis

Au lendemain du mémorable giga meeting du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) qui a eu lieu à la Place Jean Paul II de Yamoussoukro, organisé à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de décès du Président Félix Houphouët-Boigny, les coordonnateurs régionaux du Rhdp de la région de Gbêkè ont été investis le dimanche 8 décembre, sur l'avenue du

carnaval de Bouaké par François Albert Amichia, émissaire du Rhdp, coordinateur principal Rhdp de Treichville, par ailleurs membre du bureau politique du parti des houphouëtistes. Il s'agit des ministres Amadou Koné, Jean-Claude Kouassi et Sidi Tiémoko Touré. Et cela, en présence des militants de cette formation politique de la région de Gbêkè qui se sont fortement mobilisés pour non seulement être témoins de cette investiture, mais aus-

si écouter le message important qu'est venu délivrer l'émissaire du parti au nom de son président, Alassane Ouattara. Une mobilisation qui n'a pas laissé indifférent François Albert Amichia. « Ma mission ici, aujourd'hui, est fructueuse. Elle va au-delà de nos attentes. Regardez tout ce beau monde venu écouter le message du président de notre parti, Alassane Ouattara », s'est-il réjoui. Et de rappeler aux militants

que la mission du Rhdp est l'achèvement de l'idéologie du Président Félix Houphouët-Boigny qui a toujours prôné la paix. « C'est pourquoi le Rhdp dit que si nous sommes unis et solidaires, il n'y aura pas de place pour ceux qui sèment le désordre », a-t-il affirmé. L'émissaire du Rhdp a assuré aux militants présents, concernant la nomination des trois personnalités, tous fils de la région, que le président du parti a eu confiance en elles pour me-

ner à bien leur combat. Aussi, en retour, leur a-t-il demandé de leur faire confiance en faisant bloc derrière elles, en tout lieu et en tout temps. « Ce sont les porte-paroles officiels du Président Alassane Ouattara dans la région de Gbêkè », a-t-il lancé. Pour le ministre de la Ville, cette mobilisation autour des trois coordonnateurs est le gage de la victoire du Rhdp dans cette région du centre. ■

CHARLES KAZONY  
CORRESPONDANT

Demande de recomposition de la Cei par l'opposition

# Les avocats de l'État expliquent la position de la Cour africaine

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu, le 28 novembre dans laquelle elle a rejeté la requête de certaines personnalités de l'opposition qui demandaient une recomposition de la Commission électorale indépendante.

La Cour africaine des droits de l'Homme a rejeté la demande de Guillaume Soro, Maurice Kakou Guikahué et Alphonse Djédjé Mady. Elle n'a pas accédé à la demande d'une dizaine de personnalités ivoiriennes qui ont souhaité une recomposition de la Commission électorale indépendante.

La Cour africaine des droits de l'Homme, basée à Arusha en Tanzanie, n'est pas d'accord pour une recomposition de la Cei, encore moins surseoir à ses activités, selon les avocats de l'État de Côte d'Ivoire.

Hier, face à la presse à l'hôtel Tiama à Abidjan-Plateau, ils ont été très clairs. «La Cour, faisant sienne les arguments de la République de Côte d'Ivoire, a rejeté purement et simplement par décision rendue le 28 novembre 2019, la demande des requérants tendant à vouloir ordonner à la République de Côte d'Ivoire de surseoir immédiatement à la mise en œuvre des instances de la Cei», ont indiqué les avocats de l'État de Côte d'Ivoire dans leurs propos liminaires.

Dans un premier temps, ils ont expliqué que pour la Cour africaine des droits de l'Homme, «la demande de sursis immédiat à la mise en œuvre des instances de la Cei est sans objet, suite à sa mise en place constatée et de la désignation effective de ses membres, ainsi que des personnalités proposées par les différents organes de la République de Côte d'Ivoire», mentionne la déclaration.

En second lieu, pour la défense de l'État de Côte d'Ivoire, «les circonstances de l'espace ne relèvent pas d'une situation dont la gravité et l'urgence présenteraient un risque de dommage irréparable ou un risque de trouble social immédiat, surtout que les requérants n'ont pu fournir des éléments de preuve de leurs allégations contraires». En effet, eu égard au fait que les partis politiques ne soient pas habilités à ester devant la Cour africaine des droits de l'Homme, ce sont des personnalités, pour la plupart politiques, qui ont introduit la requête.



Les avocats de l'État de Côte d'Ivoire étaient face à la presse hier. (Ph : Dr)

Il s'agit de «Soro Kigbafory Guillaume, Kakou Guikahué Maurice, Djédjé Mady Alphonse ainsi que

trois avocats, un ingénieur des travaux publics et une dame sans profession», ont précisé l'équipe de quatre

avocats de l'État de Côte d'Ivoire que sont Me Abdoulaye Ben Iwèté, M<sup>e</sup> Sammassi Mamadou, Me Gueu

Patrice et M<sup>e</sup> Koné Mamadou. Et, «tous ayant pour conseils un cabinet d'avocats du barreau de Côte d'Ivoire». Dans leur demande, ces requérants ont fait injonction à la Cour africaine d'ordonner à l'État de Côte d'Ivoire de modifier la loi N° 709-2019 du 05 août 2019 «présentée comme celle en vigueur et qui violerait divers instruments internationaux de protection des droits de l'Homme», précise les propos liminaires de la défense. «Par ces mêmes requêtes, ils sollicitaient également la Cour d'ordonner immédiatement à la République de Côte d'Ivoire, de surseoir provisoirement à la mise en œuvre des instances de la Cei, telles que

résultant de la loi querelée, pour quelque élection que ce soit, jusqu'à ce que le Cour rende sa décision sur le fond», ajoute la déclaration des avocats. Ce sont donc ces demandes des requérants qui ont fait l'objet de rejet par la Cour africaine.

Les avocats de l'État ivoirien ont par ailleurs précisé que cette décision d'Arusha, loin d'être provisoire, est définitive. Ils ont fait savoir également que la date à laquelle la Cour se penchera sur cette autre question n'est pas encore précisée.

MARCEL APPENA

## Hommage au Chef de l'État

# L'Indénié-Djuablin célèbre Ouattara samedi

À l'instar des autres régions de la Côte d'Ivoire qui ont salué le Chef de l'État pour ses nombreuses actions réalisées pour le bien-être de leurs populations, l'Indénié-Djuablin va rendre hommage à Alassane Ouattara le 14 décembre. Pour cette cérémonie républicaine, parrainée par le Premier ministre, ministre du Budget et du portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly, c'est le chef-lieu de région Abengourou qui a été choisi. Hier, Abinan Kouakou Pascal, ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale, président du Conseil régional de l'Indénié-Djuablin, l'a annoncé à son cabinet au Plateau, en présence des cadres de la région.

Pour lui, il s'agit d'une cérémonie de reconnaissance à celui qui, dès son accession à la magistrature suprême en 2011, a permis à l'Indénié-Djuablin d'amorcer un développement fulgurant.

Au point que les départements de cette partie de la Côte d'Ivoire ont aujourd'hui un visage digne des villes en voie de développement. Tout en rappelant que le 29 juin dernier, les populations de cette région ont célébré Alassane



Le ministre Pascal Abinan et les cadres de l'Indénié-Djuablin sont reconnaissants au Chef de l'Etat. (PHOTOS : DR)

Ouattara pour la réalisation du bitumage de l'axe Abengourou-Agnibilékro, et aussi le 14 novembre à Bédié, elles l'ont fait pour la construction du pont de la Comoé qu'elles attendaient depuis 60 ans, Abinan Kouakou Pascal indique que l'Indénié-Djuablin ne finira pas de remercier l'homme. Il justifie cela par le fait que «dès qu'il a pris le pouvoir en 2011, le Chef de l'État a permis,

grâce aux moyens mis à la disposition de cette région, d'électrifier tous les villages faisant passer le taux de l'électrification de 22% à 98% aujourd'hui». Le ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale a poursuivi dans ce sens en indiquant qu'Alassane Ouattara a permis à Abengourou, Agnibilékro et Bédié de bénéficier d'importantes infrastructures dont le pont de Bédié, inauguré

cette année 2019, le bitumage de l'axe Adzopé-Abengourou-Agnibilékro sans compter celui des voies annexes de la capitale de l'indénié et Agnibilékro. «Abengourou fait partie des plus belles villes de la Côte d'Ivoire en termes de bitume», fait-il savoir. Au dire du ministre, ce sont tant d'actions qui poussent les populations de la région à célébrer celui qui leur a permis notamment d'avoir

une antenne de l'Institut de formation des agents de la santé (Infas), de nombreuses écoles primaires et maternelles et sept collèges de proximité. C'est pour cette raison qu'il invite tous les cadres, fils, filles de la région, de tout bord politique, à se mobiliser pour célébrer cet homme qui est à «l'écoute de ses populations».

HERVÉ ADOU

Rivière Palmeraie

# Les résidents du quartier veulent recevoir le Président Alassane Ouattara pour lui dire merci

Contrairement aux années précédentes, le quartier n'a pas connu d'inondations en 2019, suite aux travaux réalisés par le gouvernement.

Finis la peur et le stress à la Riviera Palmeraie durant la saison des pluies. Peur et stress liés aux saisons des pluies et ses corollaires d'inondations, qui entraînent des morts dans le quartier, la destruction des maisons. Désormais, les résidents du quartier dorment en paix. Cette année, il n'y a pas eu d'inondation. La visite du chef de l'Etat dans le quartier en 2018, et ses promesses suite aux dégâts des pluies, les pertes en vie humaine a porté des fruits. Sérïkpa Zokou André, président des syndicats du quartier, le premier à recevoir des coups de fils lorsqu'il y a inondation dans une maison, a annoncé à ce propos que ses pairs et lui ont en projet d'accueillir à la Palmeraie le Président de la République Alassane Ouattara, pour lui dire merci. « Je me réjouis au nom des résidents de la Riviera Palmeraie, de ce que cette année 2019, le quartier n'ait pas connu d'inondation. C'est très im-

portant à relever parce que depuis 2008, nos maisons sont envahies de manières récurrentes par les eaux, de telles sortes que lorsque le ciel s'assombrit chacun se pose la question de savoir, où est-ce qu'il va dormir le soir », a-t-il souligné, en pensant aux mauvais souvenirs auxquels le Président Alassane Ouattara a mis fin, grâce à des résolutions urgentes. Notamment la construction d'un barrage écrêteur d'eau de plus de 15 milliards de FCFA. « Un mois après l'exécution des travaux, les ingénieurs constructeurs de cet écrêteur ont pris des dispositions, pour éviter que les eaux qui viennent en amont n'envahissent la Palmeraie », a expliqué Sérïkpa André, en indiquant qu'il y a eu deux nuits de grandes pluies, durant cette année 2019, qui ont été éprouvantes pour les résidents du quartier. Deux nuits du mois d'août qui leur ont permis de faire l'heureux constat qu'il n'y a plus d'inondation. La



Sérïkpa André, président des syndicats de la Riviera Palmeraie.

pluie avait selon lui débuté à 19h, jusqu'au lendemain à 10h. Il dit avoir sillonné tout le quartier, et a pu lui-même se rendre compte que là où d'habitude l'eau monte jusqu'à deux mètres, il n'y avait rien à signaler. « Habituellement le salon, les chambres, la maison entière, était envahie, et l'eau emportait les voitures, les congélateurs. Dans

la zone du complexe, l'eau avait emporté un conteneur de 19 pieds », a-t-il souligné, avant de conclure que tout le monde est satisfait. Parce que cette année la pluie est entrée dans quelques trois ou quatre cours, alors qu'habituellement c'est une zone entière qui est inondée. Il a cité une autre action des autorités ivoiriennes, qui font la joie

des résidents de ce quartier ; notamment les nombreuses routes principales qui ont été réhabilitées à la Riviera Palmeraie. « La rue Ministre a quant à elle connu l'ouverture de canaux d'évacuation d'eau par l'agrandissement de ses caniveaux de deux mètres de largeur et de profondeur », a expliqué le responsable des syndicats. Satisfaits, les résidents l'ont instruit d'inviter le président

Alassane Ouattara, pour lui manifester leur reconnaissance. Une correspondance lui a été adressée ainsi qu'au ministre chargé des Affaires présidentielles. « Dès que nous aurons le calendrier du chef de l'Etat, nous allons mener notre politique de sensibilisation, pour que ce bienfaiteur de la Palmeraie soit bien accueilli », a-t-il fait savoir ■

MARIE-ADELE DJIDJE

## Fêtes de fin d'année La Fondation Petroci assiste des enfants vulnérables



Les responsables des organisations et structures bénéficiaires ont salué l'acte de générosité des donateurs.

Partageons les bénéfices du pétrole pour le développement harmonieux de notre pays ». C'est pour donner corps et vie à ce slogan que la Fondation Petroci a, comme elle le fait depuis quelques années, remis, mercredi, des bons d'achat à des structures caritatives et à des organisations religieuses. Ces dons qui visent à offrir des arbres de Noël à des enfants en situation de vulnérabilité ont été réceptionnés par les responsables des associations, paroisses et Ong bénéficiaires à l'auditorium de la Petroci au Plateau. La directrice exécutive de la Fondation Petroci, Touré Aya Virginie, a souligné que l'acte découle de l'élan de solidarité de l'entreprise pour les enfants défavorisés qui ont, eux aussi, besoin d'être heureux pendant les fêtes de fin d'année. Elle a émis le vœu que ces bons, à travers les cadeaux qu'ils vont permettre d'acquérir, soient

une bouffée d'oxygène pour les tout-petits qui attendent impatiemment la venue du "Père Noël". « La notoriété dont jouissent vos structures a été un élément clé dans la sélection de vos demandes d'appui et je suis certaine que les enfants dont vous avez la tutelle et la charge bénéficieront d'un bel arbre de Noël », a-t-elle conclu. Le père Jean Kouassi de la paroisse Saint-Paul du Plateau a, au nom des bénéficiaires, exprimé sa gratitude à la Fondation pour son acte de générosité en faveur des défavorisés. « Je remercie les dirigeants de Petroci pour les œuvres sociales qu'ils mènent depuis plusieurs années au profit des familles défavorisées, en cette période de partage et d'amour. Que Dieu le leur rende au centuple et les bénisse », a-t-il invoqué ■

G. GABO

INFO: SERCOM PETROCI

## Travail décent en Afrique Gouvernants, employeurs et travailleurs prennent des engagements

Le rideau est tombé vendredi, à Abidjan, sur la 14e Réunion régionale africaine (Rra) de l'Organisation internationale du travail (Oit) qui avait pour thème : « Vers plus de justice sociale : façonner l'avenir du travail en Afrique ». Les mandants tripartites (gouvernements, employeurs et travailleurs) des 49 Etats africains participants ont, au terme des travaux, pris plusieurs engagements fermes dans une déclaration dite d'Abidjan. Ces résolutions, qui s'appuient sur la déclaration du centenaire de l'Oit, visent à améliorer durablement l'environnement du travail sur le continent. Les participants au 14e Rra-Oit ont décidé de faire du travail décent et de l'emploi productif une réalité pour la jeunesse en Afrique en développant les compétences, les technologies et la productivité en tant qu'outils essentiels pour améliorer l'avenir du travail en Afrique, de transformer l'économie rurale informelle en Afrique pour y instaurer le



Pascal Abinan s'est félicité de la qualité des travaux et de la pertinence des engagements des mandants tripartites.

travail décent à même de respecter les normes internationales du travail, promouvoir le dialogue social et réaliser l'égalité entre hommes et femmes. Les acteurs continentaux du travail se sont également engagés à renforcer l'efficacité des institutions du travail dans le but d'assurer une protection adéquate aux travailleurs, à promouvoir une croissance économique inclusive et durable, à vulgari-

ser le plein emploi productif et le travail décent pour tous et à créer une synergie d'action entre l'Oit et les institutions africaines, notamment la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les trois centres mondiaux d'administration du travail. Le président de cette 14e Rra-Oit, le ministre ivoirien de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Abinan Kouakou, s'est réjoui de la qualité des conclu-

sions des travaux. « Nous avons eu des échanges fructueux sur les problématiques de l'heure dans le monde du travail africain. Il s'agit notamment de l'application effective des normes du travail, de la dynamisation du dialogue social, de la concrétisation de l'égalité entre homme et femme et de la facilitation de l'accès de notre jeunesse à l'emploi décent », a-t-il affirmé dans son discours de clôture. Avant d'ajouter que les parties prenantes ont examiné la meilleure façon d'appréhender le changement climatique et les mutations technologiques, ainsi que le dispositif à mettre en place pour augmenter conséquemment la productivité. Les participants ont, par ailleurs, souligné la nécessité d'accélérer les efforts pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (Odds) à l'horizon 2030 et la mutation de l'économie informelle vers une économie formelle solide, compétitive et productive ■

GERMAIN GABO

## Organisation du congrès de l'Upu à Abidjan en 2020

**Duncan : "Nous avons déjà réussi de grands événements, nous réussirons celui-là encore"**

Le vice-Président, par ailleurs président du Comité national d'orientation et d'impulsion (Cnoi) du 27<sup>e</sup> congrès de l'Upu, a effectué hier une visite du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, site qui abritera l'événement.

L'échéance du 27<sup>e</sup> congrès de l'Union postale universelle (Upu) prévue du 10 au 28 août 2020 à Abidjan avance à grands pas. Pour les autorités ivoiriennes, l'organisation de cet événement qu'attendait le continent africain depuis plusieurs décennies doit être un grand succès. Le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, en sa qualité de président du Comité national d'orientation et d'impulsion (Cnoi) de ce congrès d'Abidjan, est convaincu que ce sera effectivement une grande réussite. « La Côte d'Ivoire a démontré à plusieurs reprises sa capacité à organiser et réussir de grands événements internationaux. On se souvient notamment des Jeux de la Francophonie qui furent un grand succès. Nous allons réussir celui-là encore. Ce congrès est très attendu par le Président de la République qui suit de près tout ce qui se fait dans le cadre de son organisation et donc nous devons relever le défi », a-t-il lancé aux membres du Cnoi



Une visite guidée dans presque toutes les pièces de l'hôtel Ivoire où se dérouleront les travaux du congrès. (PHOTO: PORO DAGNOGO)

avec qui il a effectué, hier, une visite de site, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, qui abritera le congrès. Les membres du comité scientifique et les prestataires de service dont Voodoo Communication et Digital Afrique Tele-

com étaient présents. Après une présentation du plan de répartition des espaces, la délégation du vice-Président a parcouru presque tout le complexe hôtelier, en passant au peigne fin tous les détails. Les questions de

sécurité, d'ergonomie, de confort, de capacité d'accueil des différentes salles de travail, etc., tout a été passé au crible. Pour cette étape, le vice-Président a montré un air de satisfaction. La visite a été conduite par le Secrétaire

permanent à l'organisation (Spo) du congrès, Ahmed-Lamine Sako, et quelques responsables de l'hôtel Ivoire. Ahmed-Lamine Sako a demandé le soutien du vice-Président pour que les questions budgétaires soient totalement

régées et que le programme de l'organisation avance correctement.

Le congrès d'Abidjan attend les 192 pays membres de l'Upu. La capitale économique ivoirienne sera durant plusieurs jours l'épicentre mondial de la poste. Plus de 3000 participants y sont attendus. Le dernier et seul congrès de l'Upu organisé sur le continent africain, c'était en 1934 en Égypte. Depuis lors, l'Afrique n'a plus jamais reçu ce congrès.

D'ailleurs le slogan du congrès, rappelons-le, est "L'Afrique vous invite, la Côte d'Ivoire vous accueille"; pour dire que ce sera l'affaire de tout le continent. Pour la Côte d'Ivoire, beaucoup de retombées sont attendues. Ce congrès va sans doute sonner la véritable renaissance de l'activité postale ivoirienne qui est en train de se redessiner déjà avec d'importants chantiers à la Poste de Côte d'Ivoire et la mise en place de structures comme la Banque d'Abidjan (Bda).

FAUSTIN EHOUMAN

## Production d'électricité

### Le gouvernement donne son accord pour la construction d'une centrale biomasse à Aboisso

L'État de Côte d'Ivoire a concédé hier, à Edf, Meridiam et Biokala (filiale du groupe Sifca), à travers leur société de projet commune Biovéa Énergie, la conception, le financement, la construction et l'exploitation pendant 25 ans d'une centrale biomasse de 46 Mw. Le contrat de concession a été signé par le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, et le directeur général de Biovéa Énergie, Raphaël Ruat pour respectivement, le compte de l'État de Côte d'Ivoire et la société promotrice du projet. D'un coût estimatif de 129 milliards de FCfa, la centrale dont le début des travaux de construction est prévu pour mi-2020 sera bâtie dans la commune d'Aboisso, dans l'Est du pays. Sa mise en service est prévue pour mi-2023, selon la société promotrice. « Cette installation sera la plus grande centrale d'Afrique de l'Ouest alimentée à partir de déchets agricoles et répondra



La construction de cette centrale électrique entre dans le cadre du Plan d'action national des énergies renouvelables 2014-2030 de la Côte d'Ivoire.

aux besoins en électricité de l'équivalent de 1,7 million de personnes par an », a indiqué Raphaël Ruat. Outre l'alimentation en électricité, la centrale Biovéa Éner-

gie devrait avoir un impact positif significatif sur la vie des populations de la région d'Aboisso. « Le projet Biovéa (...) constitue une source d'économie circulaire, avec

des impacts positifs sur le secteur agricole dont l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et l'augmentation jusqu'à 20% des revenus annuels pour

près de 12 000 planteurs. Les planteurs bénéficieront également de la mise à disposition des cendres de combustion qui leur serviront d'engrais naturel.

Les travaux de construction de la centrale créeront au moins 500 emplois locaux. Pendant la période d'exploitation de la centrale, ce sont plus de 1 000 équivalents temps plein locaux qui seront créés directement, générant des retombées économiques importantes et la création de nombreux emplois indirects stables », a mentionné Raphaël Ruat.

Le combustible biomasse proviendra des résidus de feuilles de palmiers issues de la culture locale et contribuera à la lutte contre la déforestation et l'agriculture extensive en promouvant les bonnes pratiques agricoles et l'accroissement des rendements dans les plantations villageoises, selon Biovéa Énergie.

Le ministre Abdourahmane Cissé a situé la construction

de cette centrale électrique Biomasse dans le cadre du Plan d'actions national des énergies renouvelables 2014-2030 de la Côte d'Ivoire qui a l'ambition d'atteindre 42% de son mix énergétique issus d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 et dans le processus de mise en œuvre des engagements pris par la Côte d'Ivoire à la Cop 21. Abdourahmane Cissé s'est réjoui également des retombées positives du projet sur la vie des populations de la région et sur les entreprises ivoiriennes pour lesquelles l'entreprise promotrice promet 25% du marché de construction de la centrale. Il a émis le souhait que cette signature ouvre la porte à d'autres, notamment pour la construction de centrale qui utiliserait les déchets issus du cacao et du coton comme combustible. Biovéa Énergie est détenue par Edf, Meridiam et Sifca respectivement à hauteur de 40%, 36% et 24%.

DAVID YA

## Président du Cesec Charles Koffi Diby n'est plus

Alors que les Ivoiriens se souvenaient de la disparition du père fondateur, la nation a été frappée par une mauvaise nouvelle.

Le président du Conseil économique, social, culturel et environnemental (Cesec) n'est plus. Charles Koffi Diby a tiré sa révérence le samedi 7 décembre à 62 ans. La disparition de ce grand serviteur de l'État est survenue au moment même où la nation entière commémorait une autre, celle du père fondateur de la Côte d'Ivoire indépendante, Félix Houphouët-Boigny. Charles Koffi Diby, de longues années durant, a servi corps et âme l'État ivoirien. Et cela, sans distinction de régime. En octobre dernier, à Bucarest en Roumanie, il avait réussi à se hisser à la présidence de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions (Aicesi). Une position qui apportait un relief supplémentaire au prestige du pays. Brillant technocrate, le natif de Bouaflé a été directeur général du Trésor ivoirien et président du Conseil des gouverneurs de la banque d'investissement de la Cedeao. Il est entré au gouvernement en 2007 comme ministre de l'Économie et des Finances sous le régime du président Laurent



Le président du Conseil économique, social, environnemental et culturel, Charles Koffi Diby. (PH: DR)

Alassane Ouattara dès son élection en décembre 2010. Il sera maintenu à son poste de ministre de l'Économie et des Finances jusqu'en 2012. Puis, il hérite du ministère des Affaires Étrangères. En 2016, il prend la tête du Cesec jusqu'à sa disparition samedi. Charles Koffi Diby représentait également la Côte d'Ivoire auprès des Institutions de Bretton Woods. Les leaders politiques qui ont côtoyé son leadership s'accordent à dire que la Côte d'Ivoire perd l'une de ses perles rares en finances. Et qui avait fait de l'intérêt général un sacerdoce. Grande figure de l'économie et de la finance, l'ancien patron du Cesec ne fut pas moins un grand homme politique. Ex-député de Bouaflé et leader incontesté de sa région, il figurait parmi les hauts dignitaires du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc) avant d'être désigné au grand conseil du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). ■

BENOIT HILI

Gbagbo. En 2010, cet orfèvre de la finance a été élu meilleur ministre de l'Afrique de l'Ouest par la prestigieuse revue économique britannique Le Financial Times. Charles Koffi Diby se mettra au service du Président

### Parcours d'un grand serviteur de l'État

Né le 7 décembre 1957, à Bouaké, Charles Koffi Diby est un économiste et un technocrate ivoirien. Après avoir servi dans plusieurs administrations publiques dans des localités à l'intérieur du pays, il est passé directeur général de la comptabilité publique et du Trésor, puis payeur général du Trésor en janvier 1998. Le 4 mai 2001, Charles Koffi Diby devient directeur général du Trésor et de la comptabilité publique, après appel à candidatures. Diby Koffi fut ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie et des Finances, dans le gouvernement Banny de 2005 à 2007, puis ministre de plein exercice dans les gouvernements Soro I, II, III, IV. Le 13 mars 2012, il est reconduit comme ministre de l'Économie et des

Finances dans le gouvernement Kouadio-Ahoussou. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères, le 21 novembre 2012, dans le gouvernement Kablan Duncan IV. Le désormais ex-président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de Côte d'Ivoire, nommé le 16 juin 2016, a été, de 2001 à 2007, président du Conseil d'administration de la société Nouvelle Air Ivoire. Du 17 janvier 2008 au 31 décembre 2009, il a été président du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). De juin 2009 à novembre 2012, Charles Koffi Diby a été président du Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Bicd). Avant d'oc-

cuper, de 2012 à 2013, le poste de président du Conseil des ministres de la Cedeao. Il a aussi été président du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de garantie et de coopération économique (Fagace). Cette grande figure de la politique ivoirienne, membre du Directoire du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), a récemment été porté à la tête de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions (Aicesi), en octobre dernier, à Bucarest, en Roumanie. Président du conseil régional de la Marahoué, Charles Koffy Diby a reçu de nombreuses distinctions, notamment celles de commandeur, officier et chevalier dans l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire.

HERVÉ ADOU  
(SOURCE WIKIPEDIA)

### Alassane Ouattara : « Charles était un collaborateur loyal et compétent »



Sur son compte twitter, c'est un Président de la République très affligé qu'il a été donné de lire en ces mots. « C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de

mon jeune frère, Charles Koffi Diby, président du Conseil économique, social, environnemental et culturel. Charles était un collaborateur loyal et compétent. La Côte d'Ivoire perd un brillant économiste et un grand serviteur de l'État.

Je présente mes sincères condoléances à son épouse, ses enfants, à sa famille et ses proches ; nos prières les accompagnent ». ■

BENOIT HILI